



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

<https://x.com/PRCommunistes>

09/10/2025

## **Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 248 du 09 octobre 2025**

### **Luttes**

**Unité-CGT : L'accélération de la crise de régime politique en France est l'occasion pour notre collectif de revenir sur la séquence sociale des 10 – 18 septembre et du 2 octobre dernier<sup>1</sup>.**

Dans ce texte analysant la séquence des 10, 18 septembre et 2 octobre, Unité-CGT estime que les confédérations : " ont des comptes à rendre à l'ensemble des travailleurs et des travailleuses." Le document note : " *Le reflux de la mobilisation le 2 octobre, après la pantalonnade du fameux « ultimatum » et les deux semaines de latence entre le 18 septembre et du 2 octobre était largement prévisible. Pire, elle était voulue. Et maintenant, voilà que l'intersyndicale et ces directions syndicales confédérales prétendent, comme le patronat ou le gouvernement, siffler la fin du mouvement #OnBloqueTout : mais pour qui se prennent-ils ?*"

Critiquant la stratégie des confédérations syndicales, Unité-CGT entend proposer une démarche de lutte mise en discussion avec les salariés :

*"1/ Comprendre que la séquence ouverte par le mouvement global #OnBloqueTout, dans lequel UnitéCGT prend toute sa place, n'est pas terminée. Admettre que c'est bien ce mouvement qui a permis une rentrée sociale explosive et provoqué la chute de deux gouvernements.*

*2/ Percevoir l'aspect positif des Assemblées générales de citoyens et citoyennes qui se tiennent partout en France et répondent à une soif de débats, de politique, de démocratie : toutes ces initiatives, syndicales comme citoyennes sont complémentaires dans la lutte d'une même classe pour des causes communes.*

*3/ S'extirper des calendriers gouvernementaux, patronaux, institutionnels. Cessons de nous arrimer systématiquement aux agendas de nos ennemis – à l'image de l'intersyndicale qui attendait la rencontre avec le Premier ministre puis son discours de politique générale -. Cessons d'être sur la défensive en permanence, passons à l'offensive afin de les contraindre à suivre notre rythme et notre propre agenda.*

*4/ La date du 9 octobre, journée de grève par secteurs (dans la santé, les organismes sociaux, les industries chimiques...) à l'appel des fédérations CGT, peut permettre de relancer la construction du rapport de force.*

*5/ Arrêter la stratégie perdante de l'intersyndicale, quitte à ce que la seule CGT – première, et de loin, organisation syndicale militante – appelle à une mobilisation d'ampleur, à partir des lieux de travail, par la grève, notamment en reconductible.*

*6/ Arrêter le mépris envers les travailleurs et travailleuses qui ne sont pas « des bons petits soldats » et qui parfois se mobilisent en dehors, malgré, voire contre l'avis des directions syndicales confédérales.*

*7/ Comprendre les enjeux du moment : le Pouvoir est affaibli, minoritaire et illégitime. Plus que jamais, et notamment après ce mois de septembre noir c'est bien le moment d'agir !*

*8/ Construire un processus de grèves et de luttes, à partir des cahiers revendicatifs CGT, cohérent, radical et intransigeant. Notamment sur l'interdiction des licenciements sous peine d'expropriation, l'augmentation des salaires, pensions, allocations, la retraite à 60 ans (55 ans pour les métiers pénibles). Ce n'est qu'un début, continuons le combat !*

***Enfin, un mot sur la délégation de pouvoir, notamment parce que l'actualité politique est susceptible de s'accélérer encore davantage dans les heures et jours qui viennent. A ce stade, des élections anticipées sont possibles.***

*Gouvernements à répétition, affaires sans fin, 49.3, alliances de circonstance... la magouille politique permanente est un facteur très important dans la colère populaire. A nos yeux, vraie démocratie, celle des travailleurs et des travailleuses, se construit dans les luttes, les AG de grévistes mais aussi dans les syndicats de base et prime sur les coups de menton des directions, patronales comme confédérales. Cette démocratie ouvrière, par les mobilisations des travailleurs avec les bases syndicales est la clé du succès du mouvement populaire, de sa résistance face à l'emprise du réformisme et contre les tentatives de confiscations et récupérations de toutes sortes.*

*De la même manière que nous récusons et refusons toute délégation de pouvoir à des « experts » en syndicalisme, nous refusons toute délégation de pouvoir à des « professionnels de la politique. »*

*A ce titre, nous annonçons d'avance notre refus (similaire à notre position en juin 2024) d'alimenter les illusions électoralistes ou d'un changement de politique par les urnes, par un remake du NFP ou encore de toute coalition électorale bigarrée, contre-nature et qui comporterait en son sein des traîtres et des collaborateurs de classe. A bon entendeur !*

### **Grève victorieuse chez Onet**

La grève paie ! Victoire pour les travailleurs du nettoyage des sites de TotalÉnergies à la Défense. Plus de 70 salariés du nettoyage dans des bâtiments de TotalÉnergies étaient en grève depuis le 29 septembre. Employés par Samsic ils passeront aux mains de l'entreprise ONET, qui a remporté l'appel d'offres pour cette prestation chez le géant pétrolier. Ces derniers exigent des engagements écrits de la part d'ONET quant au maintien de leurs avantages. En 2026, TotalÉnergies prévoit de regrouper ses sites en un nouveau lieu : The Link, la tour la plus haute et la plus chère de France. Entre le transfert chez ONET et cette fusion à venir, les agents du nettoyage craignaient la dégradation de leurs rémunérations et conditions d'exercice : les salariés ont un 13ème mois, des primes de vacances ou de fin d'année... ONET voulait tout regrouper dans une « prime de substitution globale » qui reste très floue, ONET refusait que les nouveaux embauchés bénéficient des mêmes avantages que ceux qui sont en exercice ». La grève de 70% des effectifs sur les cinq sites (Coupole, Michelet, Newton, Spazio, CBX) de la multinationale située à Paris, a contraint ONET à accepter les revendications des travailleurs.

### **Outinor Nord : premier succès**

La Direction du Travail n'homologue pas le plan social chez Outinord à Saint-Amand-les-Eaux. la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France, n'a pas homologué, ce mardi 30 septembre le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) présenté par le groupe Skena, propriétaire d'Outinord. L'entreprise de coffrages métalliques, basée à Saint-Amand-les-Eaux près de Valenciennes, est menacée par un plan social depuis mi-avril. Ce plan, présenté début septembre à la Dreets prévoit la suppression de 120 des 140 postes de l'usine. "C'est une victoire pour nous", résume Ludovic Bouvier, le responsable régional de la CGT métallurgie. "En général, la Dreets a tendance à homologuer tous les PSE. C'est donc une décision rare. Aujourd'hui, elle déclare que ce n'est plus possible de licencier les salariés. Le PSE est à l'arrêt. Ce qu'on exige maintenant, c'est du travail. La direction a obligation de nous trouver des commandes", ajoute-t-il. Cependant ce premier succès est fragile, la direction entend bien faire valider son PSE.

### **Les salariés d'Arcelor Mittal de Basse-Indre (Loire-Atlantique) ont bloqué l'usine le 3 octobre**

Plus de 200 salariés et syndiqués d'ArcelorMittal ont manifesté devant l'entrée du site de Basse-Indre (Loire-Atlantique) vendredi 3 octobre. Un blocage de l'usine pour protester contre le plan de licenciement annoncé par leur direction et concernant 20% des effectifs. Le site compte 342 salariés. Les syndicats à l'initiative du rassemblement, CGT et Force ouvrière craignent en effet la fermeture si rien ne bouge. "Ils (la direction) nous baladent à chaque réunion", affirme Joris Chauvel, délégué CGT sur le site ArcelorMittal de Basse-Indre. "Il reste encore un mois de discussion. Aucun chiffre n'est encore sorti. On appelle ça du blabla, nous on a des gens qui vont se retrouver dans la merde, qui vont souffrir. Ils n'ont aucun respect pour nous."

Des syndiqués d'ArcelorMittal portent maintenant un projet de nationalisation des sites français, afin de sauvegarder les compétences et les emplois encore présents. Les délégués syndicaux comptent maintenant en discuter de nouveau à Paris. Trois réunions avec la direction du groupe sont prévues d'ici la fin du mois d'octobre.

### **Les salariés de Kuehne et Nagel en grève illimitée sur le site de Roye (Somme)**

89 % des près de 200 employés du transporteur sont en grève ce jeudi, pour réclamer une hausse des salaires. Le site, qui distribue des produits frais aux supermarchés Cora, est en grève "illimitée". le délégué CGT du site de Roye indique que les salaires, sans prime, vont de 1300 à 1400 euros nets. Il demande une revalorisation et réclame de meilleures conditions de travail.

### **Des facteurs en grève pour conserver leur bureau de poste Bouaye et Bouguenais (Loire-Atlantique)**

Les facteurs de Bouaye et de Bouguenais, deux communes à l'ouest de Nantes sont en grève depuis le 30 septembre. Ils dénoncent une réorganisation du service courrier. La Poste réfute et évoque des raisons économiques.

Devant l'impasse des négociations les grévistes ont décidé de s'inviter à une réunion du Comité Economique et Social (CSE) qui se tenait à Nantes le vendredi 3 octobre au siège nantais de l'entreprise, en présence du directeur régional.

### **Musée de Cluny (Paris)**

Le 6 octobre, les camarades CGT du musée de Cluny, à l'occasion de l'ouverture d'une nouvelle exposition, ont distribué des tracts dans le but de protester contre le non-respect du protocole de sortie de grève de décembre 2024 qui prévoyait la CDisations et de meilleures conditions de travail. La direction manie la répression antisyndicale contre les grévistes. Elle a décidé de ne pas renouveler le contrat des anciens secrétaires de la CGT alors que l'un d'eux était en arrêt de maladie. Le syndicat SNMD CGT-Culture a déposé une requête auprès du tribunal administratif pour faire respecter le protocole signé en décembre 2024.

### **9 octobre Mobilisation pour la santé et l'action sociale**

La situation dans le secteur de la santé et de l'action sociale ne cesse de se dégrader au détriment des malades et des soignants. Le ras-le-bol qui s'exprime depuis des années par des actions locales, régionales, sectorielles et nationales n'a pas eu l'air, actuellement, d'émouvoir les dirigeants de l'État qui taillent dans les budgets sociaux et attaquent les fondements mêmes de la sécurité sociale avec l'objectif de faire baisser le coût de la force de travail et de permettre ainsi aux capitalistes d'augmenter leurs profits.

Le 9 octobre, la CGT de la santé a organisé une mobilisation pour la santé et l'action sociale. Elle : " *refuse la logique de destruction et de maltraitance institutionnelle.* " et affirme : " *Nous voulons des emplois, des rémunérations qui permettent de vivre et non de survivre, des conditions de travail dignes et un service public de santé à la hauteur des besoins de la population.* "

### **Les salariés des trois EHPAD des Abers, à Landéda, Lannilis et Plouguerneau dans le Finistère : On défend les postes afin de s'occuper correctement des résidents :**

Les salariés des trois EHPAD des Abers, à Landéda, Lannilis et Plouguerneau dans le Finistère étaient mobilisés, vendredi 3 octobre 2025 pour défendre leur emploi et dénoncer leurs conditions de travail. Quinze à dix-huit postes seront supprimés le 5 janvier. Les motifs de cette action sont nombreux: " *Nous n'avons actuellement plus le temps de doucher les résidents tous les jours. Nous les levons un jour sur deux. Le week-end, au lieu de quatre membres du personnel, il n'y en a que deux et demi* " explique une aide-soignante. Un autre membre du personnel fait part de son désarroi: " *Nous passons nos journées à courir dans les couloirs. A la fin de la journée, il y a la frustration de ne pouvoir effectuer correctement notre travail, d'autant qu'il y a de plus en plus de pathologies lourdes, maladie de Charcot, troubles du comportement, maladies dégénératives* ".

### **Grève au service d'oncologie pédiatrique au CHU d'Angers**

Le service est en grève depuis le 10 septembre. Le désaccord porte sur l'attribution de la prime de soins critiques aux 37 personnes composant l'équipe. C'est ce que réclame le syndicat Force ouvrière. La direction a écarté de cette attribution 3 des 37 membres du service. 3 octobre, les soignantes du service ont interpellé les membres du conseil de surveillance du CHU d'Angers, présidé par Christophe Béchu. Une nouvelle rencontre est prévue prochainement entre les grévistes et la direction du CHU.

### **Les assistants de régulation médicale du Samu du CHU de Nantes sont en grève depuis le 30 septembre 2025**

Des assistants de régulation, qui sont les premiers interlocuteurs pour toute personne qui compose le 15, ont enclenché une grève mardi 30 septembre au Samu 44. Un préavis avait été déposé par la CGT. Elles et ils (présence d'une majorité de femmes dans la profession) réclament des moyens supplémentaires.

### **Les psychologues appellent à la grève du 9 octobre**

Les revendications :

Des recrutements massifs dans tous les services publics,

Une revalorisation salariale immédiate,

Le respect de la fonction, du statut et de la déontologie,

Une politique de santé publique ambitieuse et équitable

### **CORDEMAIS (Loire Atlantique) La répression continue**

Six membres du syndicat CGT de la centrale de Cordemais ont été placés en garde à vue mardi 7 octobre suite à une action « détonante » sur le site de la centrale en septembre 2024. Refusant l'annonce de la fin de l'activité de production électrique sur le site de Loire-Atlantique, des militants de la CGT avaient en octobre 2024 jeté des pétards dans des bureaux de la direction.

Fin septembre 2024, EDF avait annoncé l'abandon du projet Ecocombust qui visait à remplacer le charbon, hautement polluant, par des pellets de bois, pour faire tourner cette centrale de production électrique, l'une des deux dernières en France, à fonctionner au charbon. EDF a pour projet de transformer le site EDF de Cordemais en usine de production de tuyauterie pour le nucléaire.

"Nos camarades de Cordemais déjà poursuivis en disciplinaire dans le cadre de la lutte menée pour la sauvegarde et la transformation de la centrale, ont été interpellés à leur domicile ce matin par la gendarmerie pour être placés en garde à vue. Certains n'étant pas chez eux se sont vus convoqués". Cette criminalisation de l'action syndicale est insupportable. C'est un nouveau pas franchi du pouvoir autoritaire contre les travailleurs et contre tout contre-pouvoir et action militante

La CGT 44 appelle "tou.te.s les militant.es à se préparer en urgence à des rassemblements de soutien devant les gendarmeries concernées

### **Soutien de la CGT Finances publiques contre la répression**

Alors qu'un rassemblement pacifique avait lieu le jeudi 2 octobre au soir à l'appel de la CGT et de la FSU en soutien à la flottille pour Gaza et pour dénoncer le génocide en cours, les CRS ont violemment chargé les manifestants, blessant plusieurs d'entre eux et en interpellant de nombreux autres.

On peut voir une vidéo des CRS en train de jeter et de traîner par terre plusieurs militants. Une répression d'une extrême brutalité.

Parmi les victimes, un camarade de la direction nationale du syndicat CGT Finances Publiques et de la section de Haute-Garonne a été blessé à la tête, justifiant un passage par les services d'urgences pour la pose de points de suture. Face à cette répression extrêmement grave, la CGT Finances Publiques exprime toute sa solidarité et son soutien avec les militants blessés et interpellés et particulièrement à notre camarade dirigeant national du syndicat. L'usage disproportionné de la force, les charges violentes entraînant des blessés et les interpellations injustes constituent une atteinte grave au droit fondamental de manifester. La CGT Finances Publiques dénonce ces pratiques qui cherchent à décourager l'expression du soutien au peuple palestinien. La CGT Finances Publiques exige l'arrêt immédiat des poursuites. Le préfet en question doit comprendre que soutenir le peuple palestinien n'est pas un crime !

## **Économie**

### **Thyssenkrupp : la fin du « capitalisme rhénan » ?**

Le patron de Thyssenkrupp, M. Lopez, a annoncé cet été une restructuration du conglomérat allemand dont il entend séparer les différentes entités dans des entreprises, cotées séparément en Bourse. Quatre entités principales se dégageraient dans ce plan : Thyssenkrupp Steel (sidérurgie), un équipementier automobile, un fabricant d'électrolyseurs (en vue de production d'hydrogène) et enfin les sous-marins (TKMS).

Ces différentes entités seraient sous le contrôle d'un holding qui veillera à leur « attractivité » auprès des investisseurs directs ou pour les fonds d'investissement. Déjà, en ce qui concerne la sidérurgie, le magnat tchèque Kretinski (présent dans les media et l'énergie en France) détient 20% des parts mais il a renoncé à monter à 50% dans le capital. Il laisse la place libre au sidérurgiste indien Jindal, prêt à acquérir 100% de Thyssenkrupp Steel.

L'offre du groupe indien intervient dans un moment où le groupe allemand a clairement l'intention de réduire ses activités sidérurgiques, mises à mal par la concurrence internationale, en particulier chinoise. Il a préparé un plan de restructuration avec à la clé une réduction des effectifs de grande ampleur : 11 000 emplois sur 27 000, déjà sont en phase de suppression (5 000) ou d'externalisation (6 000). Le site français d'Isbergues (62) et ses 550 travailleurs sont concernés : plusieurs mois de chômage partiel ont été annoncés courant septembre.

L'Union européenne a décidé de doubler de 25% à 50% les taxes douanières au-delà d'un certain quota. Le réveil est un peu tardif mais nous serons rassurés d'entendre par la bouche du commissaire français Séjourné que ces mesures n'ont rien à voir avec les mesures prises par l'administration Trump ! Pour mémoire, lorsque la Chine produit 1 milliard de tonne d'acier, le leader européen allemand n'en produit que 37 millions de tonnes (données 2024).

Le syndicat allemand IG Metall a validé son accord pour le plan de restructuration du patronat début septembre avec l'engagement du côté patronal d'aucun licenciement sec d'ici 2030. Le vice-président d'IG Metall a accueilli plutôt favorablement la perspective de passer sous pavillon indien<sup>2</sup>.

**Si le capitalisme dit rhénan, des entreprises avec de puissants actionnaires engagés à long terme, semble s'estomper, en tout cas, le syndicalisme d'accompagnement demeure une tradition vivace !**

**La CGT publie son mémo-éco et constate que la situation économique de la France, déjà médiocre, se dégrade<sup>3</sup>**

Cette note reprend des éléments des notes de conjoncture de l'Insee et de la Banque de France (en juin) ainsi que de celle de l'OFCE (en avril). Elles insistent toutes les trois, à juste titre, sur les incertitudes encore plus fortes que d'habitude qui affectent les échanges internationaux et le cours des matières premières

**Réseau ferré normand : la région Normandie a choisi la privatisation.**

Après les bus et tramways de Caen passés sous la gestion opérationnelle de RATP Dev dans l'organisation des transports en commun à CAEN et dans les 48 communes de l'agglomération. Hervé Morin, président de la région Normandie a choisi la privatisation du TER caennais, RATP Dev exploitera les lignes de train au départ de Caen en juillet 2027.

La RATP Dev, filiale du groupe RATP a décroché le premier contrat de gestion d'une partie du réseau ferré normand, dans le cadre de l'ouverture à la concurrence. La région Normandie a retenu la RATP Dev mais restera aux élus normands à valider cette décision lors de l'assemblée plénière prévue le 15 décembre prochain.

Dès ce mois d'octobre prochain, la région lancera l'appel à candidature pour l'ouverture à la concurrence d'une seconde partie du réseau normand (le réseau au départ de Rouen).

RATP Dev compte multiplier par deux le nombre de trains circulant en direction de Rennes, Cherbourg, Deauville, Paris... mais ne reprendra que 50% du personnel SNCF ! Ceux-ci n'auront plus le statut SNCF. La CGT cheminots Normandie déclare : « *Nous ne l'accepterons jamais. Préparons des actions puissantes dans l'unité et avec celles et ceux attachés au service public* ». Les 10.000 manifestants du 02 octobre s'étaient rassemblés place de la gare à Caen en soutien à ce combat contre la privatisation.

**La pauvreté gagne du terrain, les jeunes de plus en plus touchés**

Comme chaque année, le Secours populaire dévoile le baromètre de la pauvreté et de la précarité réalisé par Ipsos. Les Français ont de plus en plus de difficultés à joindre les deux bouts. L'enquête souligne une nouvelle dégradation du pouvoir d'achat et des inquiétudes croissantes pour l'avenir.

\* La précarité se diffuse dans la société et s'ancre dans le quotidien, près de trois Français sur cinq connaissent un proche vivant une situation de pauvreté (57 %).

\* Les Français restent inquiets : un tiers d'entre eux estime qu'il existe un risque « *important* », voire « *très important* » de basculer dans la précarité « *dans les prochains mois* ». Cette inquiétude s'explique par la crainte que leur capacité financière, leur épargne, soient insuffisantes pour faire face à un impondérable, comme une augmentation du prix des carburants

\* La santé mentale. Celle-ci se dégrade parmi les personnes ayant du mal à boucler leur budget : 74 % se disent « *tristes, déprimées ou désespérées* ». C'est 2 % de plus que l'année précédente.

\* Les privations permanentes pèsent encore plus cruellement sur le psychisme des parents ayant répondu au baromètre : un sur deux (49 %) confie se sentir coupable de ne pas pouvoir offrir à ses enfants ce qui leur fait envie.

\* 20 % des enfants vivent officiellement dans une famille confrontée à la pauvreté.

\* Près de la moitié des français (45 %) n'a pas pu facilement « *payer certains actes médicaux mal remboursés par la Sécurité sociale* ».

\* Les contraintes en matière d'alimentation ont continué à augmenter : près d'un tiers des personnes interrogées (31 %) a eu du mal à se « *procurer une alimentation saine* » leur permettant « *de faire 3 repas par jour* ». C'est 1 point de plus que l'année précédente.

\* Dans certains libres-services alimentaires du Secours populaire, les bénévoles ont vu affluer jusqu'à 40 % de demandes supplémentaires.

\* Près des deux tiers des personnes ayant participé au baromètre (64 %) déclarent avoir été, cette année encore, dans l'incapacité financière de faire des sorties ou de profiter de loisirs en famille. Pour les sorties les plus onéreuses, comme le cinéma ou le restaurant, pas moins de 60 % des personnes ont dû y renoncer. Et encore plus de la moitié de la population (56 %) a même dû restreindre ses déplacements, en voiture mais aussi en transports en commun.

\* Les Français ont de plus en plus le sentiment d'être confrontés à une dégradation de leur accès à l'emploi (59 %, + 2 points), à la santé (50 %, + 1), à un logement décent (46 %, + 2) et aux vacances (45 %, + 3).

\* Concernant les plus jeunes les résultats révèlent une situation sociale difficile, à l'image de leurs aînés, couplée à une angoisse pour l'avenir. Près de 4 jeunes sur 10 ont déjà dû demander de l'aide à un proche par crainte de basculer dans la précarité.

**IKKS placée en redressement judiciaire, plus de 1.000 emplois menacés**

La marque de mode IKKS a été placée en redressement judiciaire, procédure qui menace les plus de 1 000 employés du groupe, IKKS a été Fondée en 1987 dans le Maine-et-Loire, IKKS est détenue par le fonds américain Avenue Capital Group. Avec les marques I.Code, One Step et IKKS, le groupe est présent en France et à l'étranger avec 600 points de vente et 1 500 collaborateurs dans le monde.

### **Le groupe Brandt, fabricant d'électroménager français, placé en redressement judiciaire**

Selon la Tribune : " *Les mois se suivent et se ressemblent pour l'électroménager français. Après le Toulousain Kippit et sa bouilloire made in France, puis plus récemment le Vendéen Daan Tech avec son petit lave-vaisselle, c'est désormais au tour de Brandt et ses activités françaises de faire face à une procédure de redressement judiciaire.*"

### **L'usine Cibem (Lisieux) est en grande difficulté malgré sa reprise par le groupe Lactalis en 2011.**

Cibem est spécialiste des boîtes en bois à destination des professionnels de la fromagerie et en particulier des boîtes de camembert. Pas moins de 104 salariés sont concernés. C'est le deuxième employeur privé de la commune.

## **Solidarité internationaliste**

### **La FSM à 80 ans !**

C'est à Paris où fut fondée la Fédération Syndicale Mondiale en octobre 1945<sup>4</sup> qu'a eu lieu la célébration de son 80<sup>e</sup> anniversaire. La FNIC-CGT affiliée à la FSM a joué un rôle majeur dans l'organisation des manifestations du 80<sup>e</sup> anniversaire.

Après qu'une manifestation internationaliste se soit déroulée jusqu'à la place de la République avec la participation de nombreuses délégations d'organisations affiliées à la FSM, un meeting s'est tenu à la bourse du travail de Paris. En ouverture de ce meeting, une camarade du syndicat CGT FTDNEEA de la ville de Paris et affilié à la FSM, a rappelé le rôle de la FSM et la nécessité d'un syndicalisme de classe pour les travailleurs.

pour lire le discours *in extenso*, prononcé par le camarade Pambis Kyritsis secrétaire général de la FSM [cliquez ici](#).  
Ou <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3597-80eme-anniversaire-de-la-fsm>

### **Fédération Syndicale Étudiante : 17 octobre 18h00 manifestation pour la Palestine place de la Sorbonne**

Alors que les guerres, les occupations et l'exploitation des peuples se multiplient sous la domination des grandes puissances, la lutte anti-impérialiste est plus nécessaire que jamais.

Comme nous le savons tous, la France, par son gouvernement, ses entreprises et ses institutions, participe pleinement à ce système destructeur : ventes d'armes, soutien à des régimes criminels, interventions militaires et alliances impérialistes.

Nos universités et institutions publiques sont elles aussi concernées. Par exemple, Sorbonne Université nouent des partenariats avec des entreprises d'armements (Thales, Dassault, Safran etc...) et avec des universités israéliennes complices de la colonisation de la Palestine. Ces collaborations révèlent la soumission des institutions publiques, ainsi que la recherche aux intérêts privés et militaires, au détriment de leur indépendance.

Pendant que les budgets militaires explosent, l'Etat étrangle les services publics, l'enseignement et la recherche. Ce détournement des ressources vers l'industrie de guerre illustre les priorités d'un pouvoir qui prépare la guerre impérialiste.

Nous affirmons notre solidarité avec les peuples en lutte. Face à la montée des politiques impérialistes et coloniales, il est temps de renforcer la résistance. C'est pourquoi, dans le cadre de la Semaine anti-impérialiste organisée par la FSE, nous organisons un rassemblement le vendredi 17 octobre à 18h, place de la Sorbonne, afin d'unir nos forces et de faire entendre la voix de la solidarité internationale, en dénonçant la collaboration entre nos universités et l'impérialisme.

### **CONTRE L'IMPÉRIALISME ET SES COMPLICES : UNISSONS-NOUS !**

Nous appelons toutes les organisations, collectifs, syndicats, associations et forces engagées dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et la guerre à signer et rejoindre cet appel.

Ensemble, faisons de ce rassemblement une démonstration de solidarité et de résistance face à l'impérialisme français et mondial !

Le Parti Révolutionnaire Communistes est partie prenante de cette initiative

### **Québec grève des transports publics<sup>5</sup> : bilan**

La grève des **2.400 employé·es de maintien de la STM-CSN** aura marqué un moment fort de l'automne. Par leur mobilisation, ils et elles ont réussi à **imposer le débat public sur l'avenir du transport collectif**, à dénoncer l'état déplorable des infrastructures et à exposer les conséquences du **sous-financement chronique**. Alors que 50 % des

stations de métro sont jugées en mauvais état et que le gouvernement Legault a retranché **258 millions de dollars** à l'entretien du réseau, cette grève a révélé au grand jour l'urgence d'investir dans un service public essentiel. Résultat : même si l'issue des négociations reste à préciser, la grève a déjà remporté une victoire politique et sociale en plaçant la défense du transport collectif et des services publics au centre des préoccupations.

### **Grève chez cosco<sup>6</sup> en Grèce contre l'attaque criminelle israélienne de la flottille de solidarité avec la Palestine**

Le 3 octobre 2025, les dockers travaillant sur les quais de COSCO, premier armateur chinois propriétaire du port du Pirée en Grèce, ont participé massivement à la grève appelée par le Syndicat des travailleurs de la manutention de conteneurs du port du Pirée (ENEDEP). Les dockers et leur syndicat ont immédiatement réagi à l'attaque criminelle de l'État israélien meurtrier contre la flotte de solidarité « Flottille mondiale de Sumud » en organisant une grève. Comme lors des précédentes mobilisations, ils ont une fois de plus fait savoir qu'ils continueraient à bloquer les convois de mort et à refuser de devenir les rouages de la machine de guerre. Ils ont également réitéré leur engagement à faire en sorte que les ports ne deviennent pas des bases de guerre. Les dockers s'associent à leurs collègues des autres ports méditerranéens et européens, comme convenu lors de la récente réunion internationale, afin de coordonner leur lutte. Nikos Ambatielos, député du Parti communiste de Grèce, a assisté au rassemblement des dockers en grève.

### **La Fédération nationale des Ports et Docks CGT appelle à 2 heures de grève vendredi 10 octobre pour demander la paix au Proche-Orient et dénoncer l'attaque de la flottille de bateaux humanitaires en route pour Gaza.**

Ce n'est pas la première fois que les ports français feront grève pour la paix. La Fédération Ports et Docks de la CGT appelle à débrayer entre midi et 14 heures, vendredi 10 octobre, pour *"la paix, la solidarité et l'entraide entre les ports"*.

### **Italie : grève générale en solidarité avec la Palestine et la Flottille du Soumoud**

L'Italie a connu vendredi 3 octobre, une grève générale à l'appel des syndicats ouvriers, en solidarité avec le peuple palestinien et en soutien à la Flottille du Soumoud, initiative internationale visant à briser le blocus imposé à Gaza. Cette action, d'une ampleur rare, a perturbé les transports, bloqué des ports et rassemblé des milliers de personnes dans les rues de Rome, Milan et d'autres grandes villes. Mais au-delà des désagréments, un message fort qui résonne : l'Italie refuse de rester silencieuse face à la crise à Gaza.

### **France : Stop arming Israël<sup>7</sup>**

Le jeudi 2 octobre, tandis que les travailleur·ses de l'aéroport de Roissy s'organisaient pour tenter d'identifier et d'empêcher le chargement d'une cargaison de matériel militaire destiné à Israël prévue le soir même, les colères ont convergé dans la continuité du mouvement « bloquons tout », de la mobilisation intersyndicale et en réaction à l'interception des flottilles qui tentaient de briser le blocus de Gaza.

Ni les violences policières, ni les arrestations massives, ni les interdictions de rassemblements syndicaux ne nous empêcheront de continuer de nous mobiliser !

Amplifions nos actions contre le commerce des armes avec Israël et continuons de renforcer nos liens avec les travailleur·ses pour briser la chaîne d'approvisionnement du génocide !

<sup>1</sup> <https://unitecgt.fr/unitecgt-accuse/>

<sup>2</sup> [Sidérurgie - IG Metall : L'acier Thyssenkrupp convient parfaitement à Jindal - Economie - SZ.de](#)

<sup>3</sup> <https://analyses-propositions.cgt.fr/memo-ecola-situation-economique-de-la-france-deja-mediocre-se-degrade-encore>

<sup>4</sup> <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3593-paris-03-octobre-1945-fondation-de-la-federation-syndicale-mondiale>

<sup>5</sup> Communication du Parti Communiste du Québec

<sup>6</sup> <https://fr.wikipedia.org/wiki/Cosco>

<sup>7</sup> <https://stoparmingisraelfrance.noblogs.org/>

### **AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE**

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement

***Devenez correspondant du résumé Ecosoc.***

***Envoyez nous les infos sur les luttes dans votre entreprise ou service***